

SIMFER S.A.
 Membre du Groupe Rio Tinto
 Société Anonyme avec Conseil d'Administration
 Au Capital social de 30 050.000.000 GNF
 RCCM/GCKKY/0867A/2003-NIF : 000071D

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
 SECRETARIAT CENTRAL
 DE LA PRÉSIDENCE
 Emplois & Services
 0089
 27 JAN. 2009

Conakry, le 22 janvier 2009
 N/R-09/0068/DS/SIMFER

A son Excellence Capitaine Moussa Dadis Camara
 Président de la République, Président du CNDD
 Commandant en Chef des Forces Armées Guinéennes

COPIE

Excellence Monsieur le Président,

Je veux par la présente vous confirmer notre détermination de coopérer pleinement avec les autorités concernant la restauration de l'ouverture et de la transparence dans les accords miniers en Guinée. Aussi, nous espérons qu'à cette occasion, qu'il soit définitivement mis fin aux actions récentes visant à attribuer la moitié de notre Concession à une autre société.

Rio Tinto et son partenaire la Société Financière Internationale (du Groupe Banque Mondiale), se trouvent actuellement dans la phase finale des études de faisabilité menées dans la mise en valeur des gisements de fer du Simandou. Rio Tinto a, conformément à sa Convention de Base, remis le 30 décembre 2008 son Rapport de faisabilité au gouvernement et poursuit le développement du projet.

A ce jour, Rio Tinto a investi plus de 450 millions de dollars dans les travaux d'exploration nécessaires à la mise en valeur du projet Simandou, sur la base de la Convention Minière signée avec l'Etat en 2002, ratifiée par une loi en février 2003 et de la Concession accordée par décret en 2006. Rio Tinto a en outre déjà dépensé plus de 40 millions de dollars dans des opérations qui contribuent au développement durable. Il convient de rappeler qu'en 2008 le projet a employé 1800 personnes dont plus de 90 pour cent de guinéens et a fait intervenir 171 entreprises sous traitants guinéens. Ce projet va créer des dizaines de milliers d'emplois et formations au profit des populations et rapportera des revenus considérables à l'Etat.

C'est donc avec une immense surprise que nous avons appris le 1^{er} août 2008 que, sans le respect des procédures prévues par le code minier, un décret décidait de purement et simplement nous retirer notre Concession et l'annuler. Malgré un recours que nous avons déposé en août 2008 qui visait à réexaminer la situation de notre Concession avec les autorités, Rio Tinto a reçu le 9 décembre 2008 une lettre du Ministre des Mines qui a demandé « une rétrocession obligatoire » de la moitié nord de la Concession Minière de Simandou.

Le lendemain matin, le 10 décembre, la société BSGR (une société n'ayant jamais construit une mine de fer) avait émis un communiqué de presse depuis les Iles Vierges Britanniques, prétendant avoir été « remis » la partie nord de la concession minière de Simandou. Ceci, alors que notre Concession était toujours en vigueur et qu'il n'y avait en aucune notification officielle ou explication de la part du Gouvernement concernant cette prétendue attribution.

Il est à noter que BSGR détenait déjà 82% de la région du Simandou et en deviendrait ainsi 90% s'il obtenait la moitié de la Concession de Rio Tinto. En

2006, BSGR avait obtenu des permis de recherche couvrant quelques 3.333km² près de la concession de Simandou de Rio Tinto, alors que Rio Tinto procédait au renouvellement de ses permis pour ces mêmes zones.

Cependant et à ce jour, BSGR a effectué près de 80 fois moins de mètres de forages que Rio Tinto et a déclaré n'avoir pas travaillé depuis les derniers 8 mois dans une partie des zones de permis qui leur ont été attribués.

Il est donc difficile de comprendre que BSGR puisse prétendre vouloir se faire attribuer la moitié de notre Concession de 738 km² en plus des 3.333 km² qu'elle détient déjà et sur lesquels elle a effectué si peu de travaux. On comprend que cette exigence de sa part résulterait notamment d'un Protocole signé en 2006 avec le Ministre des Mines de l'époque dont la validité au regard du code minier est largement contestable.

Il convient en outre de souligner que Rio Tinto a en réalité déjà rétrocédé 50% de son périmètre minier en 2000 lors du renouvellement de ses permis de recherche et que le Gouvernement guinéen a accepté, après cette première rétrocession, de maintenir le périmètre octroyé à Rio Tinto à son niveau révisé de 738 km².

Ce périmètre avait été confirmé par notre Convention Minière de Base de 2002 et en 2006 lorsque le Président a octroyé à Rio Tinto la Concession Minière prévue dans la Convention Minière de Base. Nous avons effectué nos investissements sur la base de la superficie de 738 Km² et la viabilité économique du projet dépend du maintien de toute cette surface. Notre vœu est par ce projet de permettre à la Guinée de profiter de ses ressources à travers un partenariat gagnant-gagnant avec le 2^{ème} producteur mondial de minerais de fer.

C'est à cette fin que Rio Tinto avait entamé des discussions de bonne foi avec le Gouvernement guinéen concernant sa Concession Minière mais n'a finalement jamais été reçu par le Comité Interministériel qui avait été mis en place pour suivre le dossier. De plus, Rio Tinto avait entamé des discussions avec le Gouvernement pour aussi envisager des investissements par Rio Tinto dans des grandes infrastructures d'utilité publique. Mais ses propositions n'ont pas eu de réponse.

Alors en décembre, Rio Tinto a été contraint de devoir annoncer le report temporaire des dépenses non essentielles dans le cadre du projet. Rio Tinto espère que cette réduction d'activités n'est que temporaire et souhaite très vivement la restauration de nos droits à l'entièreté de la Concession ainsi que le retour d'une stabilité juridique durable afin que le projet redémarre.

Rio Tinto poursuit cependant ses opérations indispensables de forage et a débuté des projets visant à limiter les pertes d'emplois régionaux. Entre janvier et avril 2009, Rio Tinto dépensera plus de 58 millions de dollars US sur le projet, soit en 4 mois presque le double de ce que d'autres sociétés prévoient de dépenser sur les trois prochaines années.

Dans le cadre du développement durable Rio Tinto a déjà construit un aérodrome qui sera ouvert au public et a réhabilité plus de 50km de routes publiques autour de Beyla et un hélicoptère à Kérouané. Rio Tinto a aussi construit plusieurs écoles et centres communautaires et financé de nombreux

programmes d'alphabétisation, de scolarisation et de sensibilisation sur le VIH SIDA. Nous avons par ailleurs complété d'importantes études environnementales et sociales avec la participation d'experts nationaux et internationaux. Par la suite d'un engagement pris lors des Festivités du Cinquantenaire Rio Tinto procédera prochainement à la remise de 15 véhicules de transport et d'assainissement urbain et au lancement d'un fond de développement économique de 5 millions de dollars US.

Les redevances annuelles pour le seul projet Simandou pourraient s'élever à plusieurs centaines de millions de dollars par an ce qui représenterait plusieurs fois le montant perçu par le Gouvernement au titre de tous les revenus miniers du pays. De plus, plusieurs milliards de dollars d'impôts seraient en outre versés pendant toute la durée d'exploitation de la mine.

Rio Tinto apporte une expertise technique, des capacités financières et un engagement résolu en faveur du développement durable, faisant ainsi de la société un partenaire stratégique pour la Guinée. A ce jour, Rio Tinto a réalisé 218 000 mètres de forages d'exploration sur 1 200 sites répartis dans la totalité de sa zone de la Concession, y compris dans la moitié nord. Pour la seule année 2008, Rio Tinto a dépensé en moyenne 20 millions USD par mois en travaux de forages, ingénierie et soutien. Soit en un mois ce que certaines sociétés ont dépensé en trois ans. En accord avec notre Convention Minière Rio Tinto continue d'étudier les options ferroviaires et portuaires qui permettront de garder la viabilité économique du projet toute en maximisant l'utilité publique des infrastructures, qu'elle soit lié directement ou indirectement au projet.

La société reste attachée au développement du projet Simandou, dont elle est convaincue qu'il permettra d'améliorer de manière significative et durable les conditions de vie de la population guinéenne. La restauration des droits de Rio Tinto à l'intégralité de la concession du Simandou est essentielle afin de permettre la réalisation de ce grand projet. Ainsi, Rio Tinto sera doté de la stabilité juridique et institutionnelle requise pour le développement harmonieux durable et mutuellement bénéfique du projet Simandou.

Par ailleurs nous serions heureux de vous accueillir prochainement sur nos trois camps d'exploration sur le Simandou, afin que vous vous imprégniez des réalisations déjà effectuées.

Dans l'attente d'une suite favorable de votre part et tout en vous renouvelant notre engagement de coopération active, veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

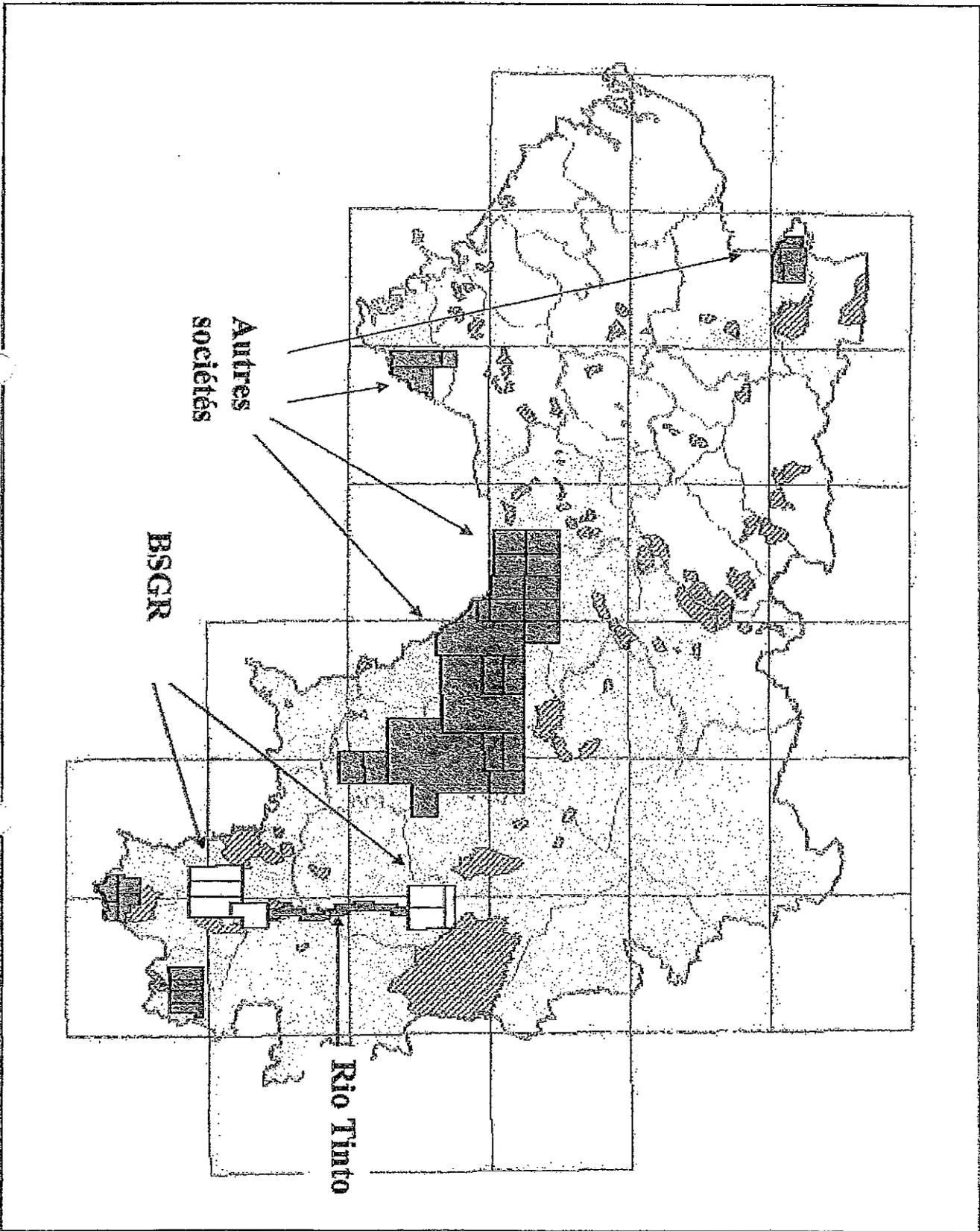


Dave Smith
Président et Directeur Général
Rio Tinto Guinée



CC : Premier Ministre, Ministre des Mines et de l'Energie

Titres miniers de minerai de fer, Guinée (Janvier 2008)



Comparaison entre Rio Tinto et BSGR (source: informations publiques présenté par les deux sociétés au Sympo Minier 2008 et infos. disponible sur leur site web)

(décembre 2008)	Rio Tinto	BSGR
Surface d'exploration détenue entre 2006 et 2008:	739 km ²	3 333 km ²
Pourcentage détenu dans la région du Simandou entre 2006-2008	18%	82%
Pourcentage proposée par le Min. des Mines le 10 décembre 2008	10%	90%
Convention et Concession minière avec le Gouvernement de la Guinée	- Convention Minière en 2002-2003 - Concession Minière en 2006	non
Forages d'exploration à ce jour	218 000 mètres	2 800m
Sites d'exploration réalisés à date	1200	26
Foreuses sur les sites en 2008	16	?
Dépenses liées au développement durable	\$41 million (aérodrome, routes, écoles, cliniques et études d'impactes)	?
Emplois en 2008	1800 (directs et indirects)	500
Sous-traitants Guinéens en 2008	171 sous-traitants et fournisseurs guinéens	?
Etudes environnementales et sociales	Etudes de minimisations des impactes socio-environnementales compléter	?
Dépenses totales à ce jour dans l'exploration de minerai de fer en Guinée	\$400 millions	\$15millions
Dépenses prévue	\$58 million entre Jan-Avril 2009 et des milliards pour la construction	\$36million pour 3 ans.
Partenariat avec des organisations internationales ?	Société Financière Internationale (Banque Mondial) détiennent 5% du projet	non
Signataire de L'Initiative de Transparence dans les Industries Extractives	Oui	Non
Classement mondial en production de Minerai de fer	2 ^e au monde avec ~200millions de tonnes de production par an, >1700KM de chemin de fer et 4 ports en Australie et au Canada	Aucune activité dans le minerai de fer
Pays avec des opérations produisant du minerai de fer	Australie, Brésil & Canada	Aucun
Opérations Globales	Operations de classe mondial dans 65 pays avec plus de 65,000 employées	Activités dans 10 pays
Cotation à la bourse de Londres, New York ou Australie	Présente sur toutes les trois	Non
Siège social	Grande Bretagne et Australie	Ile de Guernsey